



N° 293

DECEMBRE 2018 • 1,50 €

EDITO

## Du jaune à la lumière ?

L'éditorial de Malik SALEMKOUR, président de la LDH

La fin décembre, traditionnellement une période de trêve, pour beaucoup, de joies familiales, oubliant les difficultés quotidiennes pour le partage d'un temps d'espoir et de solidarité, est perturbée par la révolte persistante des « gilets jaunes », avec son indéniable soutien populaire et les réponses d'un gouvernement désarmé, les deux marqués par la peur et le désarroi.

Cette colère, que nul n'avait vu venir en cette forme, s'est exprimée en dehors des voix habituelles de protestation, de manière désordonnée et incohérente mais puissante. Partis politiques, organisations syndicales et associations ont été volontairement ignorés par une partie de la population qui veut s'adresser frontalement au président de la République et à son gouvernement. Emmanuel Macron récolte ici les résultats d'une stratégie de réformes successives lancées avec une mise à l'écart des corps intermédiaires, considérés comme des filtres inutiles d'une opinion publique avec laquelle il aspirait à un dialogue direct. Son erreur originelle est aussi dans l'affirmation de la légitimité de son programme acquise lors de la présidentielle et dont le jugement interviendrait seulement au terme de son mandat. C'était oublier trop vite les conditions exceptionnelles de cette élection qui voyait pour la seconde fois un candidat d'extrême droite aux portes du pouvoir suprême, dans notre République. La défiance envers la démocratie représentative est profonde. Le « dégagisme » ne fonde pas une perspective, encore moins l'adhésion à un projet politique.

Une nouvelle taxe sur les carburants a fait déborder une coupe trop pleine pour celles et ceux au pouvoir d'achat déjà exsangue, et qui ont peur d'un déclassement social. L'injustice fiscale qui frappe les moyens et bas revenus est leur première revendication, avec la critique d'un pouvoir arrogant, loin de leurs préoccupations concrètes. L'incompréhension première du gouvernement et sa fin de non-recevoir renforcent alors leur ardeur, comme leur soutien dans l'opinion, revendiquant désormais une refonte du fonctionnement démocratique en faveur de plus de consultations directes. Les manifestations connaissent des débordements violents, des agressions des forces de l'ordre, des actes homophobes, racistes et antisémites, tous condamnables de la part d'individus ou de groupuscules extrémistes qui profitent du désordre et sèment leur haine. Malgré ces sérieuses dérives, la détermination des

« gilets jaunes » ne recule pas. C'est finalement le gouvernement qui cède dans la précipitation, par peur de la tournure d'événements immaîtrisables. Il cède d'abord sur les libertés par la répression, avec des moyens extraordinaires face aux manifestants, des arrestations préventives massives, des comportements arbitraires et l'usage d'armes qui font de graves blessés. Ces atteintes au droit de manifester et l'autorisation d'armements dangereux ne sont pas plus acceptables que le comportement des haineux. Il cède ensuite par des mesures en faveur des bas salaires et retraites, et des annulations de hausse de tarifs. Il est loin d'être sûr que ces efforts tardifs soient suffisants sans remise en cause des logiques qui créent ces inégalités fiscales et sociales. La dernière revalorisation précipitée des conditions salariales des forces de l'ordre, aussi justifiées soient-elles par leur (trop) lourd engagement face aux mouvements sociaux et à la menace terroriste, ouvrent de légitimes attentes d'autres fonctions publiques aussi dévalorisées, à l'hôpital ou à l'Education nationale par exemple, comme dans le secteur privé.

Sa dernière proposition est inédite, avec un débat national sur trois mois qu'il propose autour de quatre thèmes : la transition écologique, la fiscalité, l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques, la citoyenneté et la démocratie. Cette voie du dialogue démocratique est à prendre avec sérieux dans le chaos actuel, et devant la menace de dérives autoritaires et populistes. Elle ne saurait être confisquée par les pouvoirs publics ou par quiconque. Les réponses à y apporter dépassent le gouvernement en place, comme les « gilets jaunes », et doivent aider à refonder un contrat social, écologique, solidaire et juste, dans une démocratie représentative repensée. Avec d'autres acteurs de la société civile, la LDH prendra toute sa place dans ce débat qui doit associer, sur tous les territoires, le plus grand nombre de citoyennes et de citoyens. Elle sera vigilante à ce que chaque proposition s'inscrive dans les valeurs de la République, dans les droits et libertés affirmés par ses textes fondamentaux, la déclaration de 1789, le préambule de la Constitution de 1946 et la DUDH<sup>(1)</sup>. Transformer une colère en projet collectif d'égalité dignité et de justice est plus qu'un vœu pour 2019. ●

(1) Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU du 10 décembre 1948.

### SOMMAIRE

**1** Editorial **3** Les débats du CC **7** Rapport d'activités des comités régionaux **8** Regards sur l'actualité

**9** Vie de l'association **15** A se procurer **16** Parution d'H&L n° 184 « Universalisme, universalité(s), universel(s) »